



COORDINATION SUD

RASSEMBLER & AGIR
POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



ÉTUDE

**ÉTAT DES LIEUX
DE LA PRISE EN COMPTE
DES JEUNESSES
DANS LES ORGANISATIONS
FRANÇAISES DE SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE**



Contact de la commission Jeunesse et solidarité internationale
et du projet « *Place aux jeunes !* » :
Anaïs Mesnil, Engagé·e·s et Déterminé·e·s
amesnil@engage-d.org
www.coordinationsud.org

Avec le soutien financier de l'Agence française de développement



Les points de vue exposés dans ce document ne représentent en aucun cas le point de vue officiel des organismes ayant apporté leur soutien financier.

Reproduction et traduction autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et information préalable auprès du service Communication de Coordination SUD.

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale

Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 170 ONG, dont une centaine via six collectifs d'associations (CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire et Développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées en France et à l'international mais aussi des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et de plaidoyer. Coordination SUD assure quatre missions : la représentation de positions communes auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde ; la défense et la promotion des ONG ; la veille et l'analyse du secteur de la solidarité internationale et enfin l'appui et le renforcement des ONG françaises.

La commission Jeunesse et solidarité Internationale (JSI) de Coordination SUD

Née en 2017, la commission JSI réunit une quarantaine d'organisations de jeunesse et d'éducation populaire et de solidarité internationale, agissant en France et/ou à l'international : Action Contre la Faim, Aide et Action, Alliance Nationale des YMCA de France, Apprentis d'Auteuil, ATD Quart Monde, CCFD-Terre Solidaire, Coordination Humanitaire et Développement, CLONG-Volontariat, Cnajep, CRID, Éclaireuses Éclaireurs de France, Éducasol, Ensemble Contre la Peine de Mort, Engagé-e-s et Déterminé-e-s, Éclaireuses et Éclaireurs Unionistes de France, Équilibres & Populations, Fédération Léo Lagrange, Fédération Nationale des Associations Représentatives des Etudiants et Sciences Sociales, Forim, France Volontaires, Geres, Grdr Migration-Citoyenneté-Développement, Groupe initiatives, Guilde Européenne du Raid, Ingénieurs sans Frontières, Les Ceméa, Migrations et Développement, Plan International France, Réseau Euromed France, Service de Coopération au Développement, Scouts et Guides de France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Laïque, SOS Villages d'Enfants, Terre des Hommes, Unmfreo.

La commission JSI s'est constituée autour d'une ambition commune : celle d'une jeunesse actrice des changements sociaux, politiques et économiques, et non simple bénéficiaire des politiques et programmes qui les concernent.

Le projet « *Place aux Jeunes !* » réunit un *consortium* de onze organisations :

Cnajep, Engagé-e-s et Déterminé-e-s, Équilibres & Populations, Forim, France Volontaires, La Guilde Européenne du Raid, Migrations & Développement, Plan International France, Réseau Euromed France, Scouts et Guides de France, Solidarité Laïque.



SOMMAIRE

page 5 • Introduction

PARTIE I DE QUEL ENGAGEMENT DES JEUNES PARLE-T-ON ?

P. 8
1. L'état actuel de
l'engagement des jeunes
et son inscription dans les
politiques publiques

P. 10
2. Paroles de jeunes
engagé-e-s : pourquoi
ils-elles agissent pour la
solidarité internationale

PARTIE II ENJEUX ET DÉFIS DE LA PRISE EN COMPTE DES JEUNESSES DANS LES PROJETS ET ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

P. 15
1. La place actuelle des
jeunes dans les projets et les
organisations de solidarité
internationale

P. 25
2. Les enjeux de jeunes et
de solidarité internationale
dans les territoires

P. 28
3. Besoins de formation et
d'accompagnement

PARTIE III BONNES PRATIQUES ET RECOMMANDA- TIONS

P. 30
1. Bonnes pratiques
dans les projets

P. 34
2. Bonnes pratiques
dans les organisations

P. 37
3. Recommandations pour
une meilleure prise en
compte des jeunes dans
les projets et organisations de
solidarité internationale

page 39 •
Sigles et abréviations

**Bibliographie
et ressources**

INTRODUCTION

Les jeunesses sont aujourd'hui actrices des grandes transitions de notre monde : avec la moitié de la population qui a actuellement moins de 30 ans, les défis de demain ne pourront être envisagés sans leur participation et leur implication.

Depuis 2017, Coordination SUD promeut à travers un espace de travail dédié, la commission Jeunesse et solidarité internationale (JSI), l'intégration des jeunesses en tant qu'actrices des changements sociaux, politiques et économiques. Cet espace réunit à ce jour trente-sept organisations de solidarité internationale et des organisations de jeunesse et d'éducation populaire.

Afin de donner les moyens à la commission JSI de promouvoir et d'implémenter de façon concrète cette vision des jeunesses actrices de la solidarité internationale, le projet *triennal AFD* (2019-2022) « *Place aux Jeunes !* »¹ a été créé et est actuellement mis œuvre par un consortium d'organisations membres de la commission JSI : Cnajep, Engagé-e-s et Déterminé-e-s, Équilibres & Populations, Forim, France Volontaires, La Guilde Européenne du Raid, Migrations & Développement, Plan International France, REF - Réseau Euromed France, Scouts et Guides de France, Solidarité Laïque. Porté par Engagé-e-s et Déterminé-e-s, il vise à améliorer la capacité des acteurs et actrices de la solidarité internationale à s'approprier l'approche « *jeunesses actrices* », à en comprendre les enjeux et à mettre en place des actions efficaces dans leurs projets comme dans leurs pratiques organisationnelles.

Une première étape de ce projet est liée à la rédaction et la mise à jour d'un état des lieux basé sur l'analyse de travaux, initiatives et bonnes pratiques des organisations en France et à l'international sur la prise en compte des jeunesses mais aussi des difficultés et des besoins que celles-ci peuvent éprouver dans ce cadre. L'objectif étant par la suite de pouvoir proposer des actions de renforcement de capacités des organisations (formations, outillage, accompagnement par les pairs) sur la base de ces premiers résultats et constats.

Cet état des lieux ne se veut pas exhaustif et s'est concentré principalement sur les organisations membres de la commission JSI et leurs partenaires, à Paris, Lyon et Marseille. Ayant vocation à être actualisé annuellement, il pourra s'élargir à d'autres acteurs et actrices ayant un intérêt ou une expertise à partager sur les enjeux de jeunesses actrices de la solidarité internationale.

Méthodologie

Le recueil des données s'est appuyé dans un premier temps sur une révision documentaire : études, grilles d'analyse des pratiques des organisations de la commission JSI et comptes rendus d'activités de la commission avant la mise en place du projet « *Place aux Jeunes !* ».

Dans un deuxième temps, un questionnaire global envoyé aux membres de Coordination SUD sur la participation des jeunes dans leurs projets, structure et gouvernance ainsi que des ateliers spécifiques réalisés au sein des organisations ont permis d'approfondir les résultats des premières explorations.

¹ Coordination SUD, *Place aux Jeunes ! Pour une transversalisation des questions jeunesses, actrices de la solidarité internationale ici et là-bas*, novembre 2019.

Au total :

- Vingt-deux membres (principalement des salarié-e-s) de seize organisations de solidarité internationale et/ou de jeunesse et d'éducation populaire ont répondu au questionnaire ;
- Huit ateliers d'échanges et de réflexions ont été organisés auprès de dix-sept organisations de solidarité internationale et/ou de jeunesse et d'éducation populaire. Ils ont rassemblé au total soixante-cinq personnes, tous âges confondus : salarié-e-s en charge de l'opérationnel comme de la stratégie, bénévoles, volontaires, administrateurs-rices.

Qu'entend-on par « jeunesses actrices » ?²

L'ONU définit « *les jeunes* » comme une tranche d'âge allant de 15 à 24 ans. Or les définitions de la jeunesse, notion davantage liée à des pratiques sociales et culturelles, évoluent dans le temps et varient d'un territoire à l'autre en fonction des différentes appartenances (genre, classe sociale, origine, etc.), tout comme la situation socio-économique des personnes concernées.

Il nous semble plus adapté de parler « *des jeunesses* », afin d'en reconnaître la diversité, et plutôt que de se référer à une tranche d'âge fixe, de se référer à un processus de transition entre l'enfance et l'âge adulte, processus conduisant à une autonomisation socio-économique, citoyenne et politique.

Plus spécifiquement, l'approche « *jeunesses actrices* » :

- répond au désir d'engagement des jeunes ici et là-bas ;
- nécessite la reconnaissance des jeunesses dans leur diversité, pour une approche inclusive ;
- favorise la co-construction, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes ;
- permet l'accompagnement nécessaire au renforcement de leur capacité d'agir et d'exercice de leurs responsabilités ;
- implique la mise en place d'un environnement favorable pour reconnaître leur rôle en tant qu'acteurs et actrices du changement ;
- est indissociable des questions de genre et d'une approche par les droits.

² Coordination SUD, *Intégrer les jeunesses dans les politiques françaises de développement*, mai 2020.



1.

DE QUEL ENGAGEMENT DES JEUNES PARLE-T-ON ?

1. L'état actuel de l'engagement des jeunes et son inscription dans les politiques publiques
2. Paroles de jeunes engagé-e-s : pourquoi ils-elles agissent pour la solidarité internationale

1. L'ÉTAT ACTUEL DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES ET SON INSCRIPTION DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES

Comme le présente la commission JSI dans son positionnement³, de nombreux engagements nationaux et internationaux reconnaissent les jeunes comme actrices de changement. Dernier en date, la feuille de route de la France pour l'atteinte des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 qui propose de « *réinventer les modes de faire à travers une approche partenariale de la politique de développement* »⁴ en y reconnaissant l'expertise et la plus-value des citoyen·ne·s et notamment des jeunes.



L'engagement des jeunes ne faiblit pas.



Celles-ci ne sont en effet pas à négliger face à l'engagement des jeunes qui ne faiblit pas : selon les chiffres de l'Injep⁵, en 2018 en France, 36 % des jeunes de 18 à 30 ans participent aux activités d'une association. Parmi eux, 12 % sont engagé·e·s dans l'action humanitaire et l'aide au développement.



Les formes d'engagement des jeunes ne sont pas forcément les mêmes que celles de leurs aînés.



Cependant, les formes d'engagement des jeunes ne sont pas forcément les mêmes que celles de leurs aînés. Selon l'étude de France Bénévolat⁶, beaucoup d'entre eux·elles sont davantage engagé·e·s dans des projets ponctuels à travers des actions précises qui démontrent un résultat rapide et visible, renforçant la culture de l'immédiateté et le besoin d'inscrire leur engagement dans du concret. Cela peut expliquer pourquoi un certain nombre préfèrent rejoindre des collectifs éphémères ou informels, sans passer par des projets mis en place dans des institutions où ils·elles peuvent avoir du mal à y trouver leur place. Ce constat vient également nourrir la vision de l'engagement des jeunes comme « *une affaire d'expression individuelle, qui permet tout à la fois d'exprimer des valeurs, de découvrir la société et de se tester. On participe à une mission, on conduit un projet, mais sans se fondre dans une identité collective structurante* »⁷.

Les organisations « *traditionnelles* », dans leur majorité, expriment de leur côté la grande difficulté qu'elles ont à mobiliser les jeunes et à faire croiser des visions de l'engagement et des façons de faire différentes d'une génération à une autre. Il est également à noter qu'avec la professionnalisation des organisations de solidarité internationale ces dernières années, le niveau d'exigence envers les personnes souhaitant s'engager tend à être de plus en plus élevé, or ces engagements dits « *post-it* » que l'on attribue aux jeunes pourraient également être vus comme des portes d'entrée, le temps pour le·la jeune de trouver un engagement et une organisation correspondant à ses valeurs, ses envies et ses intérêts.

Les études et les rencontres⁸ menées en 2013 et 2014 par le Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (Forim) sur l'engagement des jeunes issu·e·s de la diaspora reflètent-elles aussi ces constats. En effet, « *beaucoup de jeunes « issus des migrations » ont connu la vie associative à travers les parents dans un contexte où les réunions se font souvent à la maison. Mais, tout en valorisant ce vécu, l'idée est partagée qu'il s'agit des « associations des vieux » qui ne partagent ni les mêmes objectifs, ni leur mode de fonctionnement. La conséquence en est qu'au lieu d'investir les associations existantes, les jeunes préfèrent créer leurs propres organisations* ». Seul 1/5 des jeunes adhèrent à une association d'ancien·ne·s.

Ces jeunes organisations issues des migrations (OSIM) s'illustrent dans un engagement qui se veut désormais moins géographique mais plus thématique (protection de l'environnement, actions culturelles, solidarité internationale, etc.). On peut également noter une forte dimension transnationale ainsi que l'envie de valoriser davantage la double-inscription entre ici et là-bas. Même s'ils·elles trouvent l'action des OSIM utiles dans 75 % des cas, les jeunes demandent aux associations d'ancien·ne·s « *d'accepter d'être bousculé·e·s* » et de réfléchir ensemble à « *modifier les règles* » pour que s'opèrent davantage d'échanges intergénérationnels.

³ Ibid.

⁴ Agissons pour un monde plus durable et solidaire - Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030, septembre 2019.

⁵ Injep, Les chiffres clés de la jeunesse 2019, 2019.

⁶ France Bénévolat, L'engagement citoyen et bénévole des jeunes : « Bilan de connaissances et conditions de développement », 2018.

⁷ Injep, Baromètre Dipeva sur la jeunesse 2019, 2019.

⁸ Forim, enquête « Jeunesse et Migration : Quelle insertion sociale et professionnelle ? », décembre 2014 ; restitution du Forum national « Jeunesse et migration : quelle insertion sociale et professionnelle ? », 2013.

Les jeunes s'engagent, s'organisent et se font entendre mais éprouvent donc des difficultés à partager et à contribuer à la vision et au fonctionnement « classique » de la solidarité. Le rapport du député Berville⁹ en 2015 soulignait déjà le peu de place laissée aux initiatives des jeunes par la politique de développement : insuffisance d'actions dédiées aux jeunes porteurs-euses de projets, financements et accompagnements spécifiques très limités, peu de place laissée aux organisations de jeunesse dans les instances françaises et européennes de représentation de la société civile... Or, comme l'encourage ce rapport, il est impératif d'« appuyer la structuration et la mise en valeur de l'expertise de la jeunesse, indispensable[s] à la mise en œuvre de solutions innovantes et durables » pour ainsi donner toute leur place aux jeunes comme acteurs et actrices du changement au sein de la société.

“ Les jeunes préfèrent créer leurs propres organisations. ”

“ Les jeunes s'engagent, s'organisent et se font entendre mais éprouvent des difficultés à partager et à contribuer à la vision et au fonctionnement « classique » de la solidarité. ”

En 2015, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a édité une stratégie jeunesse. Parmi les six axes d'intervention, l'un visait à « donner aux jeunes les moyens de devenir les acteurs du changement » et de « favoriser l'échange et le partage d'expérience entre les acteurs de la société civile française et étrangère ». De son côté, la division du

Partenariat avec les organisations de la société civile (DPA/OSC) de l'AFD s'est dotée d'un indicateur « jeunesse » afin d'être en capacité « d'appréhender la contribution des projets » à cet enjeu ainsi que les « effets transformationnels induits par la prise en considération ou non de cette jeunesse au sein des projets ».

Cette vision des jeunesses actrices de la solidarité fait face encore aujourd'hui aux stéréotypes associés aux jeunes, en opposition aux adultes. Comme l'explique le *Traverses* n°48 du Groupe initiatives, ces stéréotypes justifient une hiérarchisation des rapports sociaux qui sous-entend que les jeunes font partie des groupes sociaux auxquels il est attribué le moins de pouvoir. Par conséquent, ils-elles ont, par exemple, un accès limité à la vie publique.

Les stéréotypes liés aux jeunes peuvent dans d'autres cas également se retrouver du côté des financeurs. Toujours dans le *Traverses* n°48¹⁰ : « les documents d'orientation et priorités d'action des bailleurs de fonds reposent ainsi souvent sur des discours normatifs sur la jeunesse (...). Les jeunes sont perçu-e-s comme « vulnérables », capable d'aucune résilience ni autonomie. En transmettant cette vision aux États qui bénéficient de l'aide publique au développement, les bailleurs alimentent et renforcent ces stéréotypes ».



© Engagé-e-s et Déterminé-e-s

⁹ Hervé Berville, *Un monde commun, un avenir pour chacun - Rapport sur la modernisation de la politique partenariale de développement et de solidarité internationale*, août 2018.

¹⁰ Sasia Julie, Patat Cécile, Cerisot Aurélie, Groupe initiatives, « Jeunes acteurs et actrices du changement, enjeux et pratiques », *Traverses* n°48, novembre 2019.

2. PAROLES DE JEUNES ENGAGÉ·E·S : POURQUOI ILS·ELLES AGISSENT POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Les premiers constats présentés dans la partie précédente ont pu déjà être observés en grande partie par les organisations de la société civile qui traitent des questions de jeunesse, d'engagement ou encore de solidarité.

Afin de comprendre de manière plus concrète les raisons de l'engagement des jeunes, nous avons réuni certain·e·s d'entre eux·elles, engagé·e·s dans les actions et la vie associative de Plan International France et Engagé·e·s et Déterminé·e·s. Sans avoir l'ambition de représenter la diversité des jeunesse, ces premières réponses permettent de dégager de grandes tendances quant à leur vision de l'engagement et la réalité dans laquelle celle-ci s'inscrit.

LES JEUNES ENGAGÉ·E·S DU PLAN DES JEUNES DE PLAN INTERNATIONAL FRANCE :

Le Plan des Jeunes¹¹, lancé en 2016 par Plan International France, est un groupe de jeunes bénévoles engagé·e·s en faveur des droits de l'enfant et des jeunes et de l'égalité filles-garçons. Leur mission est d'augmenter l'impact et la visibilité des actions de sensibilisation et de plaidoyer de Plan International France et de mettre en œuvre le droit à la participation des jeunes.

Une diversité des motifs d'engagement

Différentes raisons à leur envie d'engagement ont été évoquées, entre autres :

- un lien avec une histoire de vie ;
- la possibilité de défendre une cause qui leur tient à cœur ;
- le souhait d'être utile et d'agir de façon concrète.

La continuité d'un premier engagement

Plusieurs jeunes avaient déjà participé à une action ou à un projet ponctuel sur une thématique proche (excision, mariage forcé, etc.). Le Plan des Jeunes leur a permis de poursuivre cet engagement sur une année universitaire et ainsi d'aller « *au bout des projets* ».

L'envie de changer les choses à leur échelle

Ils·elles considèrent que le changement commence par leur comportement individuel et la mise en place d'actions au niveau local pour, in fine, faire évoluer la situation des jeunes, en particulier les filles, dans les pays en développement.

La remise en question de leur posture

Dans le cas de la mise en place d'un projet à l'international, la question de la légitimité de leurs actions ou de leurs paroles ainsi que la peur d'être jugé·e·s ont été soulevées : « *On s'improvise sauveurs alors que l'on n'est pas forcément touché directement par la problématique* ».



Le besoin d'être formé·e·s

Non seulement sur les enjeux interculturels mais aussi pour être en capacité de développer d'autres compétences nécessaires à la mise en place des projets du Plan des Jeunes : formation sur le genre, communication digitale, plaidoyer...

Le lien avec l'équipe salariée

Être encadré·e·s et se sentir à l'aise avec l'équipe est également un élément important pour eux-elles, tout comme recevoir les félicitations et les encouragements des adultes qui montrent leur intérêt pour l'engagement des jeunes.

L'adaptation et la flexibilité

Ces deux qualités permettent de répondre positivement à leurs réalités de jeunes qui jonglent entre cours et travail, leur permettant ainsi de participer aux activités du Plan des Jeunes selon leurs disponibilités et intérêts.

La possibilité d'être actifs et proactifs

Plan International France propose des projets sur lesquels les jeunes peuvent s'investir mais ils-elles peuvent également proposer leurs propres projets et décider de quelle manière les mettre en place (ex : sensibilisation à l'égalité fille-garçon dans le milieu universitaire), tout en restant dans la stratégie de l'organisation. Chacun·e participe ensuite aux projets de son choix et est invité·e à participer et faire entendre sa voix lors de différents événements institutionnels.

Proposer des pistes de changement ou d'amélioration du fonctionnement du Plan des Jeunes

Après une année d'engagement universitaire, les jeunes peuvent décider ou non de poursuivre l'aventure du Plan des Jeunes. A partir de cette expérience, l'évaluation des « *ancien·ne·s* » est prise en compte pour adapter le fonctionnement du Plan des Jeunes. Ils-elles peuvent également avoir un rôle de cohésion de groupe en faisant un retour d'expériences aux jeunes récemment arrivé·e·s mais aussi en les rassurant et en donnant des exemples concrets d'actions et activités réalisées.



¹¹ Présentation du Plan des Jeunes : www.plan-international.fr/info/action-humanitaire/approche/droits-des-enfants/plaidoyer/jeunesses-actrices ;

Blog du Plan des Jeunes : www.leplandesjeunes.com

LES JEUNES ADMINISTRATEUR·RICES D'ENGAGÉ·E-S ET DÉTERMINÉ·E-S

En tant qu'association par et pour les jeunes, avec un conseil d'administration composé à 100 % de 15-30 ans, Engagé·e-s et Déterminé·e-s accompagne chaque année de jeunes administrateurs-rices membres de son réseau dans leur nouveau rôle.

Alors que les jeunes ont encore très rarement accès à ces responsabilités, des jeunes administrateurs-rices voient là encore leur implication au CA comme une **continuité dans leur parcours d'engagement** ainsi qu'une opportunité pour :

- Approfondir leurs connaissances du monde associatif (méthodologie, acteurs et actrices, actions, financements, etc.);
- Accroître la visibilité de leur propre association de jeunes ;
- Participer à des instances de gouvernance nationale ;
- Se sentir encore plus concerné par la vie de l'organisation ;
- Mettre sur la table des thématiques sur lesquels ils-elles se sentent concerné·e-s (ex : climat) ;
- Être source de nouvelles idées et donner un nouveau dynamisme face à des instances décisionnelles qui peuvent leur donner l'impression d'être inertes.

Cependant, ils-elles sont également d'accord pour **évoquer certaines difficultés** :

- leurs disponibilités changeantes qui ne permettent pas d'être impliqué·e-s de manière continue ;
- la difficulté d'avoir une vision sur le long terme ;
- la complexité de mobiliser de nouveaux jeunes à cause de la méconnaissance du secteur associatif, du flux d'information très dense auxquelles ils-elles font face et la montée de l'individualisme.

Ils-elles pointent également le fait que le mot « *conseil d'administration* » et l'idée qu'on s'en fait peut faire peur au premier abord et que la non-évolution des noms liés aux ces différents rôles (président·e, trésorier·e, etc.) illustrent l'immobilisme de ces instances de gouvernance.

Ici aussi, nombre d'entre eux-elles se questionnent sur leur légitimité (« *Qu'est-ce que je peux apporter en tant que débutant·e ?* »). Différentes questions émergent alors :

- Pourquoi ne pas revoir le mode de fonctionnement des associations et des instances décisionnelles ? ;
 - Alors que les associations ont de plus en plus de mal à renouveler leurs équipes, comment assurer l'intégration et la participation des jeunes générations ?
- D'autant qu'il-elles sont nombreux·ses à valoriser l'importance d'apprendre des ancien·ne·s qui sont de vrais relais de compétences pour faciliter ensuite la passation.

Impacts et résultats de l'engagement des jeunes dans la solidarité internationale :

Pour beaucoup des jeunes consulté-e-s, qu'ils-elles soient acteurs et actrices de projets ou d'organisations de solidarité internationale, les résultats les plus visibles de leur engagement sont les changements provoqués sur eux-elles-mêmes, au niveau professionnel et personnel avec :

- une meilleure connaissance du secteur de la solidarité internationale et de son fonctionnement ;
- le développement de *soft skills* (confiance en soi, empathie, communication, créativité, sens du collectif, ouverture d'esprit...);
- être dans la capacité d'assumer des responsabilités ;
- la possibilité de se « challenger » et de sortir de sa zone de confort ;
- se rendre compte qu'ils-elles ont la possibilité de changer les choses « à leur échelle » ;
- se sentir mieux préparé-e-s professionnellement.

C'est également pour d'autres la possibilité de réfléchir à leur engagement dans la solidarité internationale. Cela passe notamment par :

- Se rendre compte qu'il existe différentes formes d'engagements possibles, qu'il n'y a qu'une manière d'agir et qu'il est possible de travailler conjointement avec l'État pour faire bouger les choses ;
- Remettre en question ses pratiques de solidarité internationale pour les croiser avec d'autres enjeux (ex : solidarité internationale et changements climatiques) ;
- Valoriser davantage l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) et les activités ayant un impact local.

C'est au niveau local, en particulier auprès de leur entourage, que les jeunes ont l'impression que leur engagement a un impact important et palpable en démontrant que tout le monde a la possibilité de s'engager. Certain-e-s ont d'ailleurs mentionné qu'ils-elles ont rallié d'autres jeunes à leur projets, leurs actions ou leur association, le rapport de jeune à jeune semblant faciliter les échanges.

Néanmoins, il est difficile pour eux-elles de pouvoir mesurer l'impact que leurs actions peuvent avoir sur les organisations elles-mêmes tout comme les institutions étatiques envers lesquelles ils-elles mènent des actions de plaidoyer. Même si cela peut permettre aux organisations de donner plus de légitimité aux activités qu'elles mettent en place, il n'est pas forcément évident de savoir quels autres changements provoquent leur engagement au sein de la structure. Dans le cas des actions de plaidoyer, bien que les décideurs-euses politiques soient interpellé-e-s et rappelé-e-s à leurs obligations, la prise de décision pour la mise en place de changements concrets ne semble pas visible.



©Solidarité Laïque Tunisie

2.

ENJEUX ET DÉFIS DE LA PRISE EN COMPTE DES JEUNESSES DANS LES PROJETS ET ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

1. La place actuelle des jeunes dans les projets et les organisations de solidarité internationale
2. Les enjeux de jeunes et de solidarité internationale dans les territoires
3. Besoins de formation et d'accompagnement

1. LA PLACE ACTUELLE DES JEUNES DANS LES PROJETS ET ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Comme mentionné dans la méthodologie, vingt-deux personnes, salarié-e-s d'organisations de solidarité internationale ou de jeunesse et d'éducation populaire, ont répondu au questionnaire sur la place des jeunes dans les organisations et les projets de solidarité internationale. Bien que limitées, les réponses au questionnaire permettent de dégager de grandes tendances qui font écho aux résultats de l'étude *Les jeunes, acteurs des objectifs du développement durable* menée auprès des organisations financées par la DPA-OSC de l'AFD en février 2018¹², qu'il s'agisse des constats sur la participation et l'implication des jeunes au sein des projets et des organisations de solidarité internationale comme des difficultés et des bénéfices que cela entraîne.

De manière globale, la question de la participation des jeunes comme acteurs et actrices de la solidarité internationale commence à émerger au sein des organisations répondantes. Pourtant, beaucoup affirment n'en être qu'à un début de réflexion ou d'expérimentation, en comparaison par exemple avec l'approche genre que plusieurs d'entre elles ont déjà pu formaliser dans leurs pratiques (plusieurs organisations ont en effet mentionné avoir mis en place une stratégie genre).

Dans de nombreux cas, les organisations considèrent encore les jeunes comme un tout homogène, comme « la jeunesse ». Sur les vingt-deux répondant-e-s :

- douze indiquent que leur organisation porte une attention particulière à la représentativité des jeunes (sociale, géographique, etc.) dans leurs projets et structure ;
- treize portent une attention particulière aux jeunes les plus éloigné-e-s des opportunités d'engagement ;
- dix-huit mentionnent une prise en compte de la question du genre mais elle n'est appliquée de manière spécifique aux jeunes hommes et aux jeunes femmes que dans deux organisations ;
- de manière globale, les réponses au questionnaire ont montré qu'il y a peu de distinction faite entre les enjeux de participation des jeunes au sein de projets de solidarité internationale et au sein des organisations.

Il est également à noter que dans certains cas, plusieurs personnes d'une même organisation ont répondu séparément au questionnaire. Leurs résultats ont démontré qu'elles n'avaient pas la même vision de la participation et de l'implication des jeunes au sein de leur structure, certaines considérant les jeunes comme étant déjà acteurs et actrices de leurs projets et leurs organisations contrairement à d'autres. Ces points de vue différents émanent de personnes impliquées à des niveaux divers au sein de l'organisation, selon qu'elles œuvrent au niveau stratégique ou opérationnel, ce qui invite à réfléchir sur la définition que chacun met derrière le terme de « jeunes actrices ».

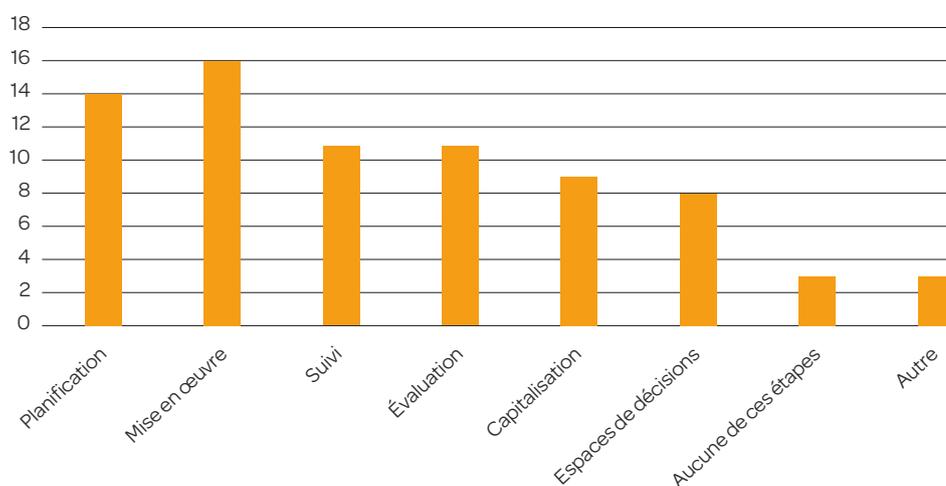
¹²AFD, « *Les jeunes, acteurs des objectifs du développement durable - L'enquête par questionnaire : revue semi-quantitative des projets financés par la DPA-OSC de 2013 à 2016* », février 2018.

La place des jeunes dans les projets :

L'implication des jeunes à toutes les étapes du projet

La majorité des répondant-e-s indiquent qu'ils-elles participent à leur mise en œuvre (16) mais aussi à leur planification (14).

À QUELLE(S) ÉTAPE(S) DE VOS PROJETS LES JEUNES PARTICIPENT-ILS-ELLES ?



Différents types de collaborations ont pu être mis en place :

LA CRÉATION DE PARTENARIATS AVEC DES ASSOCIATIONS DE JEUNES

Certaines organisations ont noué des partenariats avec des associations de jeunes dans une démarche de co-construction des projets, permettant ainsi une meilleure identification de leurs problématiques, leurs besoins et leurs motivations mais aussi un meilleur impact des activités mises en place. Par exemple, Équilibres & Populations, qui a participé à la création du réseau de jeunes féministes en Afrique de l'Ouest, joue principalement un rôle de facilitation et de mise en réseau et ce sont les jeunes féministes qui définissent elles-mêmes le plan d'action, les objectifs, la gouvernance et les messages de plaidoyer.

Ce type de collaboration donne l'opportunité aux associations de jeunes de renforcer leurs capacités et d'être accompagnées dans leur parcours militant et professionnel, comme c'est également le cas dans le cadre du programme concerté pluriacteur (PCPA) « *Soyons actives-actives* » coordonné par Solidarité Laïque, qui a par ailleurs pu identifier que l'implication des jeunes était plus facilement assurée dans la durée, lorsqu'ils-elles s'organisaient en associations créées par eux-elles-mêmes.

L'APPROPRIATION DU PROJET D'UNE ORGANISATION DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE PAR UNE ASSOCIATION DE JEUNES

Le GRET, à travers le projet « *Sunu Gox* »¹³, œuvre au renforcement de la citoyenneté des jeunes de banlieue de Dakar. L'organisation a appuyé un travail de cartographie participative afin d'identifier les risques et les opportunités en matière environnementale et d'aménagement d'espaces publics dans la ville. Cette cartographie a été réalisée par les jeunes des quartiers de banlieue de Dakar, mis en œuvre par le mouvement « Y en a marre » avec l'appui d'OSM Sénégal.

Autre exemple, Plan International France qui, dans le cadre du projet « *Tamkeen* » pour l'insertion socio-économique inclusive des jeunes en Égypte, a observé que la création des « *Tamkeen clubs* » a favorisé la formalisation d'espaces dédiés la mobilisation des jeunes autour du projet. Ces clubs ont été renforcés par la constitution d'un réseau entre ancien-ne-s et nouveaux-elles bénéficiaires du projet, créé par les jeunes eux-mêmes, à travers les réseaux sociaux. Cette initiative propre permet d'assurer la continuité du projet une fois que les jeunes en sortent ainsi qu'une autonomisation progressive de ces clubs comme des espaces de rencontres entre jeunes engagé-e-s.

DES JEUNES À L'ORIGINE DE LA CONSTRUCTION DE PROJETS

Dans ce cas, il s'agit souvent de jeunes qui sont principalement des ancien-ne-s ou actuel-le-s volontaires des organisations en question, ayant donc déjà une bonne connaissance du fonctionnement de la structure et de leurs possibilités d'action. C'est notamment le cas du projet « *Eyes on EU* » porté par un groupe de jeunes d'Eurasia Net, basé à Marseille, avec quatre autres organisations en Europe. Cette démarche s'est constituée au cours de différents échanges européens et a donné naissance à ce projet européen dans lequel les jeunes réaliseront une web-série sous la forme de docu-fictions pour mettre en avant la citoyenneté européenne et la diversité culturelle.



JEUNESSES & PLAIDOYER

Dans le contexte précis de projets portant un plaidoyer, certain-e-s jeunes déplorent ne pas avoir leur place dans les actions de ce type mises en place par les ONG : lorsqu'il y a une opportunité de participation dans ces espaces, ils-elles se sentent utilisé-e-s et regrettent ne pas avoir la possibilité d'être force de proposition et de ne pas être intégré-e-s aux prises de décision.

L'implication des jeunes dans ce type d'actions pose alors de nombreuses questions :

- Comment pérenniser la prise de parole des jeunes ? Comment faire dans le cas où il

s'agit d'un groupe informel de jeunes ? ;

- Comment s'assurer que la voix portée soit celle des jeunes et pas de l'organisation ? Dans le cas d'une parole partagée collectivement, comment l'organisation laisse-t-elle sa place ? ;
- Comment limiter la sur-sollicitation des jeunes qui doivent jongler entre études, emploi et engagement ? ;
- Comment éviter les risques de récupération politique et d'institutionnalisation ou formatage d'une parole jeune ?

¹³ Projet « *Sunu Gox* » : www.gret.org/2017/07/cartographier-senegal-rue-apres-rue

LE CAS DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE

Il est à noter que ce sont principalement dans les organisations de jeunesse et d'éducation populaire que les jeunes sont présents à toutes les étapes des projets. Pour beaucoup d'entre elles, les jeunes font partie de l'ADN de leur structure, que ce soit dans leur mission ou leur vision et en tant que public bénéficiaire. Elles ont pu donc formaliser de nombreux outils et dispositifs permettant de pouvoir donner plus de pouvoir d'agir aux jeunes et considèrent cette notion de « *jeunes actrices* » comme étant au centre de leurs convictions pédagogiques. C'est notamment le cas des Scouts et Guides de France qui favorisent l'apprentissage par la mise en action et une pédagogie orientée projet : ce sont donc les jeunes qui décident de leurs projets à toutes les étapes, les organisent et les mettent en œuvre. Les encadrant-e-s sont présent-e-s en soutien et différents outils notamment accessibles sur « *Doc en Stock* »¹⁴ permettent d'orienter les jeunes. Chaque année, ce sont environ deux-cent équipes de cinq jeunes de 18 à 20 ans qui partent en projet de solidarité : deux-cent projets tous différents les uns des autres car à l'image de chaque équipe.



Ce sont principalement dans les organisations de jeunesse et d'éducation populaire que les jeunes sont présents à toutes les étapes des projets.



PARTICIPATION DES JEUNES DANS LE PILOTAGE DES PROJETS

Pour beaucoup d'organisations, bien que l'implication des jeunes dans les projets renforce la légitimité, la pertinence et la précision du programme, ils-elles sont cependant moins présent-e-s dans les espaces décisionnaires de mise en place des projets. On peut donc se poser la question du poids et de la légitimité accordés à leur parole ou leur prise de position. Une bonne pratique notable cependant, celle du Réseau Euromed France (REF) qui, dans la gouvernance de ses projets, met en place des comités de pilotage internes composés de jeunes, permettant ainsi que de renforcer leur participation et leur prise de décision.

L'expérience de Solidarité Laïque dans le cadre du Programme concerté Maroc, dans lequel les jeunes ont été associé-e-s au comité de pilotage du projet, soulève une autre question : comment assurer la représentativité des jeunes au sein de cet espace pour que celles et ceux qui y contribuent s'expriment au nom de la diversité des jeunes identifié-e-s dans le cadre du projet ?



Cette jeunesse est encore globalement appréhendée comme un tout homogène, sans qu'il n'y ait une prise en compte des diversités culturelles, sociales, professionnelles ou géographiques.



Représentativité des jeunes dans les projets de solidarité internationale

Comme mentionné précédemment, bien que les enjeux de participation et d'implication des jeunes émergent progressivement dans la solidarité internationale, cette jeunesse est encore globalement appréhendée comme un tout homogène, sans qu'il n'y ait une prise en compte des diversités culturelles, sociales, professionnelles ou géographiques.

Les organisations indiquant ne pas prendre en compte la représentativité des jeunes évoquent notamment « *la difficulté pour le moment d'être à ce niveau de finesse de représentativité* » ou ne pas avoir identifié d'outils permettant de formaliser cette démarche dans leurs projets. Pour d'autres, le fait que les jeunes ne soient pas leur cœur de métier ne les a pas invitées à réfléchir de manière approfondie à cette question.

En ce qui concerne la participation des jeunes les plus éloignées des opportunités d'engagement, le résultat est sensiblement le même, avec la difficulté de « *passer de la théorie à la pratique* ».

¹⁴ Outils accessibles en ligne : www.sgdf.fr/vos-ressources/doc-en-stock



Chez Équilibres & Populations, les jeunes les plus éloigné-e-s des questions d'engagement en Afrique de l'Ouest sont des bénéficiaires « secondaires » de projets, *via* un travail de sensibilisation des jeunes engagé-e-s vers ceux et celles pour qui la démarche est nouvelle, facilitant ainsi leur mobilisation sociale et citoyenne.



On peut aussi remarquer en France que le volontariat est un format propice à la participation des jeunes éloigné-e-s de l'engagement, dans les quartiers prioritaires politiques de la ville (Eurasia Net), en lien avec les structures socio-éducatives (Solidarités Jeunes) et les missions locales (France Volontaires). Certaines veillent également à la formation des animateurs et travailleurs sociaux qui accompagnent ces publics (Les Éclaireuses Éclaireurs de France - EEDF, Engagé-e-s et Déterminé-e-s, Les Maisons familiales rurales - MFR).

Participations des jeunes femmes et des jeunes hommes

A la question « *Portez-vous une attention particulière à la participation égale des jeunes femmes et des jeunes hommes dans vos projets ?* », on peut remarquer que l'approche genre est de plus en plus prise en considération : plusieurs organisations ont formalisé une stratégie genre et/ou inclusion, d'autres veillent à la parité femmes-hommes.

Cependant, pour les organisations ayant répondu positivement à cette question, on constate qu'il s'agit majoritairement d'une approche genre tous âges confondus, sans une prise en considération spécifique des enjeux liés à la participation des jeunes femmes. Or les opportunités de participation et d'implication de ces dernières ne sont pas les mêmes que pour les jeunes hommes : leur liberté de parole et de mouvement peut, en effet être limitée, dans certaines régions, tout comme celle de pouvoir faire des choix à toutes les étapes de leur vie. Selon la zone d'intervention, certaines organisations ont mentionné la complexité d'arriver à atteindre les jeunes femmes.

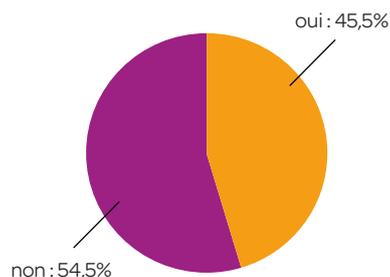
A l'inverse, une autre difficulté soulevée par les organisations travaillant sur la question du genre et de l'égalité filles-garçons et/ou femmes-hommes est de mobiliser les jeunes hommes autour de ces questions.

La place des jeunes dans les organisations

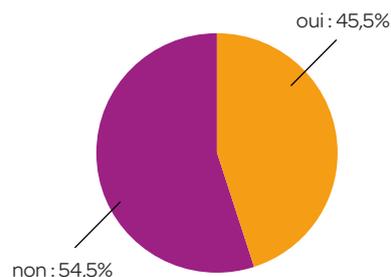
La question de la place des jeunes au sein des organisations semble, elle aussi, de plus en plus prépondérante :

- Un peu plus de la moitié des répondant-e-s disent y avoir été sensibilisé-e-s ;
- Le même nombre indique que les jeunes sont formellement mentionnées dans la vision et/ou la mission de leur organisation ;
- Pour la moitié d'entre eux-elles, une personne est en charge de la thématique jeunesse au sein de leur structure.

**VOUS TOUT COMME VOS
COLLABORATEURS·TRICES
AVEZ DÉJÀ ÉTÉ SENSIBILISÉ·E·S
À LA QUESTION DE LA PRISE EN
COMPTE DES JEUNESSES DANS
VOTRE ORGANISATION ?**



**LA JEUNESSE EST-ELLE
FORMELLEMENT MENTIONNÉE
DANS LA MISSION ET/OU VISION
DE VOTRE ORGANISATION ?**



Cependant, seulement huit répondant-e-s sur vingt-deux indiquent disposer d'outils leur permettant de travailler cette thématique au sein de leur organisation, ce qui pose la question de la façon dont celle-ci est abordée : par le biais de conversations informelles ? De quel type de sensibilisation parle-t-on ?



La publication du *Traverses* n°48 « Jeunes acteurs et actrices du changement » par le Groupe initiatives a amené les membres du collectif à s'interroger sur leurs pratiques en matière d'accompagnement des jeunes. La déclinaison de ces constats a permis ainsi d'entamer une réflexion en interne sur une stratégie future à adopter pour renforcer et formaliser la prise en compte des jeunes dans leurs projets et leurs organisations.

Quel que soit l'état d'avancée de leurs réflexions sur la question, pour beaucoup de répondant-e-s, les jeunes sont vecteurs de changement (plus facilement que leurs aîné-e-s selon certain-e-s) et font preuve de plus d'ouverture d'esprit. Ils-elles donnent aussi un regard neuf sur les pratiques de leur organisation, favorisant ainsi la diversité des visions et des points de vue mais aussi l'apport de nouvelles compétences pluridisciplinaires. Pour d'autres, collaborer avec des jeunes est une opportunité pour travailler davantage de manière horizontale au sein de l'organisation.

Personnel salarié en charge de la thématique jeunesse au sein des organisations

Parmi les organisations ayant dans leur équipe un·e ou plusieurs salarié·e·s en charge de la thématique jeunesse, celles-ci ont principalement les jeunes au cœur de leur mission. On les retrouve notamment aux postes suivants :

- chargé·e de mission suivi des programmes jeunes ;
- responsable de projets jeunes internationaux ;
- responsable volontariat jeunesse.

Certaines disposent également d'un département éducation/pédagogie/activités. Dans d'autres cas, il peut s'agir de postes tels que celui de responsable programme inclusion qui inclut une dimension jeunesse.

Quel statut pour les jeunes dans les organisations ?

À première vue, les jeunes semblent présent·e·s dans les organisations de solidarité internationale. Sur vingt-deux répondant·e·s :

- dix-huit disent avoir des jeunes bénévoles et/ou adhérent·e·s dans leur organisation ;
- vingt disent avoir de jeunes volontaires (principalement en service civique et en volontariat de solidarité internationale - VSI) ;
- dix-huit disent avoir de jeunes salarié·e·s ;
- onze disent avoir de jeunes administrateurs·rices dans leur gouvernance.

Cependant, sur l'ensemble des membres des organisations, quelle est la proportion des jeunes impliqué·e·s ? Au-delà de leur présence, quelles missions, responsabilités et statut ont-ils ? Quelle prise en compte de leur parole et quelle autonomie ? La situation est-elle la même pour les grandes ONG de solidarité internationale et les petites associations locales présentes sur les territoires ?

On peut noter un recours généralisé aux jeunes volontaires en VSI et service civique.

Dans les organisations qui accueillent peu de jeunes en service civique, c'est la question de l'accompagnement qui ressort régulièrement.



VSI

Exemple de missions en VSI :

- Assistant-e technique
- Assistant-e chef de projet
- Chargé-e de capitalisation
- Chargé-e de suivi-évaluation des projets
- Chargé-e de communication

Accompagnement managérial principalement à distance

Rappel du VSI :

- Accessible à partir de 18 ans
- Engagement de 12 mois minimum (durée cumulée maximale : 6 ans)
- Compétences spécifiques liées au projet de l'association

Engagement bénévole et volontaire

Dans le cas des jeunes bénévoles et adhérent-e-s, ils-elles sont principalement mobilisé-e-s sur des activités ponctuelles : animation, organisation d'activités, participation à des événements (rencontres, débats, festivals), animation de chantiers, etc. Dans certains cas, comme pour les YMCA, les ancien-ne-s volontaires ont la possibilité d'être parrains et marraines des nouveaux-elles arrivant-e-s.

On peut ensuite noter un recours généralisé aux jeunes volontaires en VSI et service civique chez les organisations répondantes. Celles-ci proposent des missions et un accompagnement qui varie selon le statut (voir l'encadré ci-contre). Dans le cas d'une mission à l'étranger, en plus de la formation au départ obligatoire, certaines structures précisent également organiser des formations complémentaires et/ou un suivi spécifique pendant la mission et au retour.

Dans les organisations qui accueillent peu de jeunes en service civique, c'est la question de l'accompagnement qui ressort régulièrement. En effet, pour permettre au jeune d'accomplir dans les meilleures conditions sa mission volontaire, elles mentionnent le besoin de dégager du temps RH et administratif et de trouver les financements qui permettent d'assurer au mieux cet accompagnement.

Pour d'autres, c'est le manque de missions adaptées qui limite leur capacité d'accueil, notamment dans une volonté de ne pas faire des missions de service civique un travail déguisé. Ajouté à cela, a été questionnée la flexibilité des missions proposées pour permettre l'ouverture à un plus grand nombre de jeunes. En effet, proposer des fiches de mission déjà définies en amont et planifier un suivi pour des missions et des activités claires et précises laisse peu de marge de manœuvre pour que les jeunes puissent être au cœur d'activités dont ils-elles seraient à l'initiative. Même si le volontariat dit « d'initiative » tend à se développer, là encore un investissement RH, administratif et financier de la part de la structure d'accueil est à prendre en considération.

SERVICE CIVIQUE

Exemples de missions en service civique :

- Appui au suivi du projet-programme
- Soutien des salariés dans les tâches quotidiennes
- Animation de réseau

Accompagnement plus rigoureux, en présentiel

Rappel du service civique :

- Adressé aux jeunes de 16 à 25 ans
- Engagement entre 6 et 12 mois
- Sans condition de diplôme

BONNES PRATIQUES

Pour les missions de services civiques en France, E&D propose différents outils et activités pour que les jeunes puissent au mieux s'approprier leurs missions :

- Les « quartiers généraux » qui rassemblent les huit personnes en service civique accueillies chaque année, sont des temps de formation, de suivi et de retours sur les missions de chacune. Ils ont lieu quatre fois par an et durent trois jours. Des temps informels entre salarié-e-s et services civiques sont également organisés ;
- La possibilité d'offrir une autonomie relative aux services civiques pour qu'ils-elles disposent d'une certaine souplesse et liberté dans la mise en place de certaines activités.
- La création progressive d'un sentiment d'appartenance collective en permettant aux services civiques réparti-e-s sur tout le territoire de se rencontrer régulièrement, d'échanger sur leurs missions et de construire ensemble des activités ;
- Des temps de suivi individuels, de consultation et de réflexion sur les compétences acquises.

Ces différents espaces permettent également aux salarié-e-s en charge de l'accompagnement d'être « challengées » et de s'adapter aux réalités des jeunes services civiques.

Jeunes dans l'équipe salariée

En dehors des associations de jeunes dont le propre est d'avoir des jeunes à tous les niveaux de l'organisation, on retrouve principalement les jeunes à des postes « junior » : chargé-e de mission, assistant-e programme ou technique, chargé-e de communication, chargé-e de partenariat...

Afin de pouvoir mesurer la proportion de salarié-e-s jeunes au niveau mondial, les YMCA disposent d'outils de mesure spécifiques permettant de rendre compte du nombre de jeunes salarié-e-s en leur sein tout comme le nombre de jeunes, volontaires, membres et administrateurs-rices. Ces indicateurs sont également désagrégés par sexe et apparaissent dans le rapport annuel du mouvement.

Même si un grand nombre de répondant-e-s affirment avoir des jeunes salarié-e-s dans leur équipe, ceux-elles-ci demeurent proportionnellement peu nombreux-ses et différents constats peuvent être établis :

- Géographiquement, on retrouve beaucoup de jeunes salarié-e-s et VSI à l'international, sur des missions de terrain ;
- En France, au niveau régional et local, les jeunes sont principalement accueillis dans les antennes en stage ou en service civique mais très souvent, ces offres concernent les jeunes les plus diplômé-e-s ;
- Au siège des organisations, il y a peu d'offres de stages ou d'emploi par rapport à la demande des jeunes. Par conséquent, peu de personnes salariées ont moins de 30 ans ;
- Ces dernières années, de nombreux-ses jeunes salarié-e-s d'organisations de solidarité internationale ont bénéficié de contrats aidés (« emplois jeunes ») qui petit à petit ont été supprimés.

D'autres freins ont pu être soulevés qui reflètent des visions différentes du travail entre les jeunes et les plus âgés :

- Le dialogue parfois difficile entre jeunes et acteurs institutionnels ;
- Les incompréhensions et tensions liées aux pratiques managériales qui selon certain-e-s, seraient liées à un manque d'expérience ou de recul ;
- L'impatience des jeunes face à des organisations « traditionnelles » qui ne semblent pas prêtes à changer leur posture ou pratiques.

À l'inverse, pour d'autres, ces organisations qui ont visent à l'intergénérationnel doivent apprendre à faire confiance aux jeunes, accepter que les projets puissent être différents, prévoir et s'adapter à un *turn-over* qui pourrait être déstabilisant pour les projets de long terme.



Un point d'attention est également à prendre en compte du côté des bailleurs. En effet, les jeunes ont moins d'années d'expertises par définition. Or, certains bailleurs peuvent exiger un nombre d'années d'expérience précis selon les postes. Avoir des jeunes salarié-e-s nécessite aussi le temps et les moyens

financiers de les former et de développer leur capacité à gérer des projets ayant une technicité administrative et structurelle complexe. Ces activités spécifiques et les lignes budgétaires qui y sont liées, peuvent être difficiles à argumenter auprès des bailleurs de fonds.

Jeunes au CA

Parmi les vingt-deux associations répondantes, la moitié indique avoir des jeunes administrateurs-rices dans sa gouvernance. Le résultat à cette question peut sembler surprenant au vu du constat général des associations à avoir des difficultés à se renouveler, en particulier lorsqu'il s'agit de son conseil d'administration. Ce résultat contraste également avec l'étude réalisée à plus grande échelle par l'AFD pour qui près de 90 % des structures déclarent ne pas avoir de jeunes dans leurs instances administratives décisionnelles. Cela pose ici la question de la compréhension du terme « jeune » en termes d'âge (moins de 30 ans), de la proportion de jeunes dans le CA de ces organisations, mais aussi de la « participation » à ces espaces : s'agit-il seulement d'observation ou d'une réelle implication et prise en compte de leurs paroles et décisions ?

BONNES PRATIQUES

Ce sont dans les associations de jeunes que ces derniers-ières sont encore une fois les plus présents dans les conseils d'administrations. Dans certaines d'entre elles, les jeunes bénéficient d'un accompagnement spécifique, comme c'est le cas d'Engagé-e-s et Déterminé-e-s dont l'objectif est de pouvoir faire monter en compétences et responsabilités ses jeunes administrateurs-rices.

Les YMCA ont de leur côté une référente jeunesse dans leur CA, en charge de l'animation du pôle jeunesse, composé d'une vingtaine de jeunes. Aussi, un système de mentorat intergénérationnel permet de favoriser l'arrivée des jeunes dans le conseil d'administration.

Chez Plan International France, les jeunes peuvent avoir un statut d'observateurs et prendre part aux échanges, avec actuellement deux représentant-e-s du Plan des Jeunes au CA de Plan International France.

D'autres organisations aimeraient pouvoir elles aussi réaliser cet accompagnement mais c'est encore le manque de temps RH qui empêche sa réalisation.

Au sein d'une association non-jeune, beaucoup estiment très difficile, voire impossible d'avoir des jeunes au sein de leur gouvernance. Les associations de jeunesse et/ou d'éducation populaire n'échappent pas non plus aux difficultés de représentation des jeunes dans leurs instances décisionnelles. Même pour les quelques organisations qui proposent de nouveaux modèles de gouvernance, comme la gouvernance sociocratique (horizontalité, décision par consentement, élection sans candidat-e), il est notable de voir que les personnes présentes depuis plus longtemps peuvent dans les faits avoir plus de poids. Pour d'autres, les jeunes sont présent-e-s dans des instances de décisions de groupes locaux mais ils-elles sont de moins en moins représenté-e-s au fur et à mesure que l'on monte à l'échelle régionale et nationale.

Selon une étude du Cnajep¹⁵, « si plus de 40 % des associations de jeunesse et d'éducation populaire ont plus d'une large majorité de jeunes parmi leurs adhérents et leurs bénévoles/volontaires, elles ne sont que 23 % à compter une large majorité de jeunes parmi leurs dirigeants. Surtout, elles sont près de la moitié (49 %) à déclarer l'absence partielle ou totale de jeunes au sein de leur direction. »

Selon la constitution de l'organisation, adhérer et accepter ces changements peuvent prendre encore plus de temps. C'est par exemple le cas lorsque la structure est composée d'une union d'organisations, puisque ce sont ses organisations membres qui la gouvernent. Améliorer les pratiques dans ce cadre implique alors qu'il faille d'abord s'appuyer sur l'évolution des membres ou initier par cette union un changement.

¹⁵ Cnajep, *La participation des jeunes dans les associations de jeunesse et d'éducation populaire*, 2014.

D'autres questions et points d'attention émergent face aux enjeux de participation des jeunes dans les instances décisionnelles :

- Les attentes que l'on peut avoir d'un conseil d'administration : un regard « sage » et « expert », un réseau, une longue expérience professionnelle, ce qui laisse peu de place aux jeunes de prime abord ;
- Le fait que les administrateurs-rices actuel-le-s n'expriment pas ce besoin ;
- D'après les organisations, les jeunes ne sont pas intéressé-e-s par ce type de mission.

Du côté de la participation des jeunes dans ces instances, avec un accès à des responsabilités et un rôle de représentations, sont questionnés :

- le risque d'avoir seulement un-e « ambassadeur-riche » qui représenterait l'ensemble des jeunes ;
- la question de la manipulation des jeunes ou de la parole des jeunes dans cet espace.

Dans ce cadre, se pose alors la question de la nécessité ou non de rajeunir forcément un CA et si celui-ci s'avère un espace pertinent de participation des jeunes tant qu'il n'y a pas de remise en question globale de son fonctionnement.

2. LES ENJEUX DE JEUNESSES ET DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DANS LES TERRITOIRES

Selon l'étude de 2016 de l'Agence des Micro-Projets de La Guilde qui dresse le profil des petites associations de solidarité internationale françaises¹⁶, celles-ci sont plutôt jeunes de par leur date de création (72 % ont moins de 15 ans) mais leurs membres sont en revanche majoritairement inscrit-e-s dans la tranche d'âge supérieure à 60 ans (61 % des membres). Aussi, 86 % d'entre elles déclarent n'avoir recours à aucun personnel en dehors des bénévoles.

Bien que les jeunes soient souvent bénéficiaires de leurs projets, les petites associations de solidarité internationale évoquent des difficultés pour intéresser les jeunes et les impliquer dans leurs structures. Différents facteurs qui concernent également les organisations de plus grande taille ont pu être identifiés et sont très souvent liés à ce qui pourrait être qualifié de fracture intergénérationnelle :

- L'envie de renouvellement exprimée par les personnes impliquées dans ces petites associations mais dans les faits, un immobilisme qui ne permet pas de faire de la place aux jeunes ;
- Un fonctionnement descendant qui ne donne pas la possibilité aux jeunes de prendre des initiatives ;
- L'idée reçue que les jeunes s'engagent beaucoup moins maintenant ou ont moins de légitimité pour agir et prendre des décisions face à bénévoles avec une expérience d'engagement beaucoup plus longue ;
- Le fait que les personnes engagées depuis plus longtemps sont garantes d'une vision et d'une organisation associative qu'ils ne veulent pas perdre ;
- La création d'une association de petite taille est souvent issue d'un lien personnel fort lié à l'histoire de ses fondateurs, d'où la difficulté d'y d'impliquer pleinement des jeunes qui n'auront pas forcément beaucoup de marge de manœuvre pour se réapproprier ce qui a déjà été fait.

¹⁶ Panorama des petites associations françaises de solidarité internationale, La Guilde/LED, août 2016

¹⁷ Opcit



Les associations locales de jeunesse et d'éducation populaire comme celles de solidarité internationale ont mentionné le besoin d'avoir des espaces de rencontres et d'échanges de bonnes pratiques sur les enjeux de jeunesse et solidarité internationale.



Un autre frein identifié est le fait que beaucoup de jeunes qui souhaitent s'impliquer, en particulier dans le cadre d'une mission de volontariat à l'international, ont besoin d'un appui financier pour couvrir leurs frais sur place. Or, la majorité de ces petites associations ne peuvent généralement pas assumer le coût des salaires ou des frais liés à un séjour à l'international.

Aussi, la question de la communication des petites associations de solidarité internationale a été soulevée. En effet, pour elles, les jeunes se tournent davantage vers des ONG plus connues et qui ont réel portage médiatique (Médecins du Monde, Action Contre la Faim, Greenpeace, etc.). C'est également un point qui a pu être mentionné par les jeunes présent-e-s : le fait de ne pas connaître les petites associations ainsi que leurs actions et de ne pas être sollicités, alors qu'ils-elles peuvent se sentir plus directement interpellé-e-s par les plus grandes ONG.

Dans le cas précis de la place des jeunes dans les instances de décisions des associations de jeunesse et d'éducation populaire, d'après l'étude du Cnajep précédemment citée¹⁷, la mise en place de stratégies et d'actions spécifiques sont globalement plus développées au niveau national, chez les têtes de réseaux, qu'à l'échelle régionale ou départementale, les associations locales étant davantage identifiées comme mettant en place de actions de terrain.

Dans ce contexte, il y a donc un besoin de trouver un juste milieu pour travailler sur le lien intergénérationnel et le renforcement des capacités des petites associations de solidarité internationale intéressées par ces enjeux tout en prenant en compte leurs réalités, leurs possibilités et leurs moyens d'avancer sur ces questions.

Dans cette même lignée, les associations locales de jeunesse et d'éducation populaire comme celles de solidarité internationale ont mentionné le besoin d'avoir des espaces de rencontres et d'échanges de bonnes pratiques sur les enjeux de jeunesse et solidarité internationale. La mutualisation des actions, des moyens et le croisement des compétences à l'échelle locale ont également été soulignés, surtout lorsque les actions portent sur une même thématique dans une même région (jeunesse et climat par exemple).

DE L'IMPORTANCE DE TERRITORIALISER CES ENJEUX

- Historiquement, il y a un maillage très dense des organisations de solidarité internationale sur tout le territoire ;
- Il existe déjà beaucoup d'initiatives et de bonnes pratiques qui croisent les questions de jeunesse et de solidarité internationale au niveau territorial (collectivités territoriales, associations, réseaux régionaux multi-acteurs, etc.) ;
- La politique jeunesse est au cœur des compétences régionales ;
- Ce sont ces acteurs qui ont la capacité d'accompagner les jeunes et de les mobiliser sur leurs territoires.

FICHE-OUTIL

Temps sur le parcours bénévole : accueil des nouveaux-elles militant-e-s.

Cette animation créée par le CCFD-Terre Solidaire et expérimentée auprès de bénévoles en région Sud-PACA a pour objectifs de permettre aux participant-e-s de :

- Comprendre les différentes façons de s'engager aujourd'hui et les évolutions de l'engagement ;
- Comprendre à partir du vécu et des propres expériences des participant-e-s que les portes d'entrée de l'engagement sont spécifiques à chacun-e ;
- Réfléchir à comment accueillir de nouveaux-elles bénévoles en PACA.

Trois temps de réflexion et d'échanges sont proposés, basés sur trois outils d'éducation populaire :

1) Petite histoire, grande histoire

Chaque participant-e est invité-e à répondre à deux questions sur des post-it de couleurs différentes (deux réponses possibles pour chaque question) :

- Quels sont les événements dans l'Histoire qui m'ont marqués dans mon engagement ?
- Qu'est-ce qui fait que je suis devenu-e militant-e ? Qu'est-ce qui fait que je me suis engagé-e au CCFD Terre-Solidaire ?

Chacun-e présente ensuite ses réponses au groupe et les colle sur une ligne du temps commune qui aura été préalablement dessinée et affichée.

2) Arpentage

Lecture individuelle ou en petits groupes de textes sur l'engagement et le bénévolat, puis partage à l'ensemble du groupe.

3) Temps de réflexion/brainstorming

Les participant-e-s sont invité-es à répondre à la question « *Qu'est-ce que je suis prête à faire individuellement et collectivement pour accueillir de nouveaux-elles bénévoles en PACA ?* », en écrivant une proposition par post-it.

Les propositions sont ensuite regroupées par grands axes thématiques (ex : formation, logistique, relationnel) et permettent ainsi de poser les bases à la définition d'une future stratégie d'action pour l'intégration et la participation de nouveaux-elles

3. BESOINS RECENSÉS DE FORMATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

Afin de favoriser la prise en compte et la participation des jeunes dans les projets et les organisations de solidarité internationale, différents besoins d'accompagnement et de formation ont pu être formalisés :

1 Favoriser la participation des jeunes dans ses projets de solidarité internationale :

- Comment impliquer davantage les jeunes à toutes les étapes de mes projets de sa construction à son évaluation ?
- Quels outils concrets existent pour permettre de travailler ce sujet ?

2 Intégrer la dimension « jeunes actrices » dans la stratégie de son organisation :

- Comment mettre en place une stratégie jeunesse au sein de mon organisation ?
- Comment favoriser la mixité intergénérationnelle au sein de mes équipes et de mes instances ?
- Comment faire de la pédagogie en interne sur la thématique « jeunes actrices » ?
- Comment permettre l'accessibilité des jeunes aux CA ? Quels outils d'animations proposer ? Comment accompagner les jeunes dans leur prise de responsabilité ?

3 Permettre l'implication de jeunes volontaires ou bénévoles :

- Comment pérenniser l'engagement des jeunes dans ma structure ?
- Comment favoriser l'engagement post-service civique ?
- Comment rendre l'offre bénévole « attractive » pour les jeunes ?
- Comment aborder l'angle « solidarité internationale » alors que beaucoup de jeunes recherchent des modes d'actions directes et un impact visible/local ?
- Comment favoriser la participation et l'implication des jeunes éloigné-e-s des questions d'engagement ?

4 Sur des thématiques plus spécifiques :

- Comment croiser les enjeux de genre et de jeunes dans nos projets, organisations et messages de plaidoyer ?
- Sur les enjeux climatiques qui mobilisent déjà beaucoup de jeunes, comment leur proposer des outils et des opportunités d'engagement adaptés à leur réalité, besoins et envies ? Comment mobiliser de manière plus globale l'ensemble des jeunes sur ce sujet ?
- Quels outils d'éducation populaire peuvent être utilisés et dans quel cadre pour faciliter la place des jeunes dans nos projets et nos organisations ainsi que la collaboration intergénérationnelle ?

À notre connaissance, il n'existe pas de formations croisant les enjeux de jeunes et de solidarité internationale tels que nous l'abordons dans la commission JSI. Du côté des acteurs et actrices de l'éducation populaire, on peut néanmoins souligner les formations délivrées par l'Anacej pour favoriser la participation des enfants et des jeunes.

Formations actuellement proposées par l'Anacej :

- Faire évoluer son instance de participation des enfants ou des jeunes ;
- Définir ses objectifs de participation citoyenne avec les enfants ou les jeunes ;
- Se former à l'animation d'une instance participative ;
- Imaginer des nouvelles formes de participation des enfants et des jeunes ;
- Animer les débats avec tous les publics.



© Solidarité Laïque

3.

BONNES PRATIQUES ET RECOMMANDATIONS

1. Bonnes pratiques dans les projets
2. Bonnes pratiques dans les organisations
3. Recommandations pour une meilleure prise en compte des jeunes dans les projets et organisations de solidarité internationale



1. BONNES PRATIQUES DANS LES PROJETS

Accompagnement de projets de jeunes

Créé en 2011, « Yaka'Planter » est un projet de réhabilitation des sols et de plantation d'arbres à Yaka au Togo, réalisé par le groupe de jeunes des Éclaireurs et Éclaireuses de France (EEDF) de Bailleul dans les Hauts-de-France. En tant que mouvement scout, les EEDF priorisent l'éducation par l'action.

① Une première année dédiée à la consultation à la formation

Sur les trois années de projet, la première a uniquement été destinée à consulter et former les jeunes afin de choisir avec les animateurs·rices le type de projet, le lieu et le partenaire. Des temps de formation et d'échanges avec des intervenant·e·s extérieur·e·s sont venus enrichir la réflexion des jeunes afin de déconstruire les préjugés et leur permettre ainsi de faire des choix éclairés.

La prise en compte des résultats de cette consultation a favorisé l'implication des jeunes sur la suite du projet et dans les prises de décisions ultérieures.

② Choisir un rôle et élire le pilote du projet

Chaque jeune a choisi un rôle en début de projet avec la possibilité de changer de rôle chaque année. Il·elle était ensuite formé·e à son rôle et s'impliquait dans les activités qui lui correspondaient selon ses disponibilités, en autonomie ou bien accompagné·e selon ses besoins. Les jeunes se rassemblaient également chaque début d'année du projet pour élire le pilote du projet. Là encore, le·la jeune élu·e bénéficiait d'une formation adaptée.

Parmi les formations proposées : construction de projet, sensibilisation à l'interculturel, écocitoyenneté, rencontres et échanges avec la diaspora togolaise...

③ Définir l'organisation du groupe

Le projet s'appuyant sur le groupe de jeunes comme moteur du développement de leur autonomie individuelle et collective, il fut important de préciser en amont l'organisation du groupe, notamment pour faire face au niveau variable de disponibilité des jeunes, ce qui force l'équipe à répartir les tâches pour ne pas solliciter les jeunes au-delà de leurs possibilités.

④ Le rôle des accompagnateurs·rices

Ils·elles avaient principalement un rôle de facilitateurs·rices et analysaient les préoccupations et les centres d'intérêt des jeunes pour orienter leur formation vers l'expression de leurs besoins. Ils·elles favorisaient également la représentativité des jeunes en accompagnant davantage ceux qui en ressentaient le besoin ou en mettant en place des actions pour favoriser le soutien économique de certains jeunes.

Renforcement du pouvoir d'agir et de l'engagement citoyen des jeunes

Le programme Jeunes des 2 Rives (J2R) est un projet d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale qui vise à renforcer le pouvoir d'agir et les parcours d'engagement de jeunes, en améliorant la compréhension des enjeux du développement et du vivre-ensemble et en développant l'esprit critique. La phase 1 du projet (2017-2019) porté par Migrations & Développement, réunissait un consortium d'acteurs et actrices français-e-s, marocain-e-s et tunisien-ne-s. La phase 2 du projet est actuellement portée par Solidarité Laïque.



1 Des partenariats innovants pour favoriser l'accès au programme à la diversité des jeunes

Le projet J2R étant porté en consortium, la collaboration avec des structures sociales et de jeunesse a permis d'atteindre les jeunes qui subissaient le plus les inégalités sociales et territoriales, en France, au Maroc et en Tunisie. Implantées ici et là-bas, ces organisations disposent d'une expertise des situations locales et ont déjà une proximité avec les jeunes visé-e-s, permettant la mise en place d'un accompagnement adapté.

2 L'élaboration d'un diagnostic des besoins d'accompagnement

Les rencontres de jeunes, d'organismes de jeunesse et d'institutionnels au Maroc et en Tunisie a permis de croiser les approches des divers acteurs et actrices et d'identifier collectivement et de manière participative les besoins d'accompagnement pour favoriser le renforcement et le pouvoir d'agir des jeunes. Ce diagnostic a permis d'établir un plan de formation sur mesure pour trente leaders sur une diversité de thématiques : interculturalité, engagement citoyen, volontariat, rôle de la société civile dans la prévention des comportements à risque...

3 L'accompagnement des encadrant-e-s

Les jeunes ne sont pas les seul-e-s à avoir bénéficié de formations : quarante-cinq encadrant-e-s ont également été accompagné-e-s pour travailler sur le renforcement de leur posture et de leur savoir-être, leur permettant de repenser leurs pratiques professionnelles et les ressources dont ils-elles disposent pour proposer des réponses adaptées. Une relation plus horizontale entre jeunes et accompagnant-e-s a permis plus d'investissement de la part de tous, chaque participant-e ayant un rôle d'éducateur-riche, de partage de points de vue, de connaissance et d'ouverture aux autres.

4 L'implication des associations de jeunes

Le fait de travailler avec des associations de jeunes ou des groupes déjà constituées a également favorisé la participation et l'implication des jeunes. Étant déjà habitué-e-s à travailler ensemble et n'aimant pas forcément se sentir « gérés », leur autonomie a ainsi été favorisée, leur permettant d'agir et de s'ouvrir sur leur propre environnement, quartiers ou territoires mais aussi d'être accompagné-e-s sur leurs propres projets de solidarité internationale.



Permettre à tous et à toutes de vivre une expérience de volontariat à l'international

Entre 2016 et 2018, France Volontaires et l'Union nationale des missions locales (UNML) ont mené le projet expérimental « *Ambassadeurs de l'engagement citoyen à l'international* », donnant l'opportunité à des jeunes accompagnés par les missions locales d'insérer dans leur parcours une expérience d'engagement citoyen à l'international.

1 Favoriser une dynamique territoriale et multi-acteurs et actrices avec les missions locales

La collaboration avec les missions locales au niveau territorial a eu un effet levier sur des partenariats existants : acteurs et actrices de la jeunesse, de la solidarité internationale, de la santé, entreprises... ce qui a pu alimenter la dynamique locale autour de la question de l'insertion des jeunes. Les missions locales ont alors été en mesure d'élaborer et de proposer des dispositifs innovants pour les jeunes, tournés vers l'international, qui reposait sur l'engagement citoyen et sortait des sentiers battus en termes d'insertion socioprofessionnelle.

2 L'importance de la phase de préparation au départ

Une session collective de formation a permis de créer des liens forts entre les volontaires et de favoriser un sentiment d'appartenance collective. Les jeunes ont ainsi pu se projeter dans l'expérience qu'ils-elles s'apprêtaient à vivre et réfléchir aux outils dont ils disposaient. Des binômes de volontaires ont été formés et étaient composés de deux jeunes de territoires différents. Le fait de partir en binôme a permis de rassurer les jeunes dès le début de leur expérience. Enfin, la rencontre des « *ambassadeurs-rices* » sur le départ et ceux accueillis dans le cadre de la réciprocité a permis un partage des spécificités de chaque territoire d'accueil (ex : sécurité, transports, etc.), de contacts sur place et de conseils pratiques, rassurant un peu plus les jeunes dans cette étape de préparation au départ.

3 L'intégration des jeunes à leur arrivée dans le pays par l'Espace Volontariat

Certain-e-s jeunes voyageant à l'étranger pour la première fois, les Espaces Volontariat de France Volontaires ont étroitement accompagné les « *ambassadeurs-rices* » à leur arrivée : accueil à l'aéroport, logement déjà loué, disponibilité de l'équipe... L'organisation de temps de rencontre avec d'autres volontaires, quel que soit le dispositif de volontariat, leur a également donné une idée de la diversité des modalités d'engagement et de la richesse des expériences vécues.

4 La phase de restitution comme facteur de sensibilisation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

De retour de leur expérience de volontariat, la restitution collective entre pairs fut un moment très important pour les jeunes qui pouvaient se heurter, à leur retour, à un certain décalage avec leur entourage et ont donc eu besoin de parler avec des personnes ayant vécu la même expérience. Les restitutions auprès des habitant-e-s et des acteurs et actrices locaux en France ont également généré des impacts collectifs sur le territoire (décentrage, autre vision des jeunes du territoire, interculturalité, etc.).

5 Un outil d'évaluation de l'expérience de volontariat à l'international¹⁸

Afin que l'expérience d'engagement citoyen à l'international s'insère au mieux dans le parcours des jeunes et puisse être valorisée, un outil d'évaluation a été créé, s'intéressant aux dimensions citoyenne et formative de l'expérience de volontariat. L'analyse croisée des informations transmises par le volontaire, l'accompagnateur-rices en France et à l'étranger permet ainsi d'objectiver et de donner un sens à l'expérience de volontariat.

¹⁸ <http://eval.france-volontaires.org/>

La prise en compte de l'approche genre pour une meilleure participation des jeunes filles

Équilibres & Populations participe au projet « Jades » mis en œuvre par Solthis et en partenariat avec les associations locales Lafia Matassa au Niger, Walé et l'ASDAP au Mali. La première phase du projet (2016-2019) visait à promouvoir la santé sexuelle chez les adolescent·e·s pour réduire les nouvelles infections et la mortalité liées au VIH/Sida au Mali et au Niger. La deuxième phase du projet est actuellement en cours.

1 Des jeunes pairs éducateurs-trices

Les jeunes représentent un enjeu stratégique dans le cadre de la lutte contre le VIH : ils représentent en effet 39 % des nouveaux cas chez les adultes¹⁹. Dans une démarche de rendre les jeunes acteurs-rices de leur santé, le projet Jades a mis en avant le rôle d'éducateurs-rices qu'ils-elles avaient auprès des autres jeunes en s'appuyant sur l'éducation par les pairs. Ainsi, ce sont ces jeunes qui jouaient directement un rôle de relais de sensibilisation auprès d'autres jeunes, la communication par les pairs favorisant grandement l'écoute et l'acceptation d'un nouveau message.

2 La mise en place d'un atelier avec les jeunes pour définir les thématiques de travail

L'atelier, qui a duré un week-end, a permis d'identifier avec les jeunes les thématiques et les messages clés des futurs supports de sensibilisation et de communication qui ont ensuite été utilisés tout au long du projet (causeries éducatives, sensibilisation, événements, etc.).

Les thématiques priorisées ont ensuite été retravaillées avec les jeunes pairs éducateurs-rices afin d'approfondir leurs connaissances et de retravailler avec eux les messages clés qui ont été ensuite utilisés sur les supports de communication.

3 La prise de parole des jeunes comme facteur de prise de conscience de la communauté

Le fait que la parole soit directement donnée aux jeunes qui sont les premiers et premières concerné·e·s par ces enjeux de santé sexuelle et reproductive a favorisé la reconnaissance mutuelle et la rencontre intergénérationnelle au sein de la communauté. Les pairs éducateurs-rices qui ont été formé·e·s à ces questions disposaient d'outils favorisant l'échange avec les parents ainsi que les aîné·e·s de manière générale, permettant ainsi la déconstruction progressive de certaines idées reçues.



© Solthis

¹⁹ Onusida, 2012.

**EQUI
POP.
ORG**

Solthis
Solidarité Thérapeutique
et Initiatives pour la Santé

2. BONNES PRATIQUES DANS LES ORGANISATIONS

Les conseils de jeunes pour favoriser la démocratie locale



Depuis 2016, les Scouts et Guides de France expérimentent la mise en place de conseils des jeunes au niveau territorial pour donner toute sa place à la parole, aux actions et aux propositions des jeunes et ainsi favoriser leur participation à la vie associative.

1 Une liberté d'innovation laissée aux jeunes et aux territoires

Les jeunes étant les premiers concernés par cette expérimentation, ils-elles ont été investis-e-s dès le début dans la réflexion, la mise en place et l'expérimentation des conseils de jeunes. Cela a permis à chaque territoire d'explorer différentes manières de faire puis, au fur et à mesure, de trouver un format adapté aux problématiques des jeunes dans chaque territoire pilote. Ces expérimentations concrètes ont ensuite été présentées au vote à l'AG de 2019.

2 Les conseils des jeunes en tant qu'espaces formels d'échanges

La formalisation et la structuration des conseils permettent de montrer l'importance accordée à la participation des jeunes, tout en laissant une marge de manœuvre dans les techniques d'animation, basées sur des outils d'éducation populaire. Quatre grands temps peuvent être distingués dans le déroulé d'un conseil : l'ouverture, la discussion, la délibération, la clôture.

3 Des conseils en lien avec les différentes instances de l'association

Selon le contexte de chaque territoire, la relation avec les autres instances peut être mise en place de différentes façons, par exemple : un conseil des jeunes partiellement ou totalement intégré au conseil ou à l'assemblée territoriale, la nomination d'ambassadeurs-rices chargé-e-s de porter les propositions du conseil aux autres instances... La création de ce lien fait ainsi en sorte que la parole des jeunes soit réellement portée et prise en compte dans les autres instances.

4 La création d'un kit des conseils des jeunes

À destination des groupes et des territoires qui souhaitent mettre en place un conseil des jeunes, il présente les fondamentaux pour présenter cette démarche et propose des animations et activités pour rendre dynamiques et attractifs les conseils des jeunes.

5 La mise en place d'un groupe de travail dédié

Ce groupe de travail a pour but de nourrir l'expérimentation en produisant des synthèses qui sont le fruit de consultations de différentes personnes expertes, d'études et de la mise en pratique des conseils de jeunes sur les territoires pour ainsi :

- Répondre aux questions que se posent les territoires (expertise et accompagnement) ;
- Compiler les résultats des expérimentations initiées localement ;
- Coordonner une évaluation et une relecture au national ;
- Rendre compte des points précédents auprès de la délégation générale, du conseil d'administration et de l'assemblée générale.



Permettre la continuité du parcours d'engagement

Solidarités Jeunesse est un mouvement d'éducation populaire qui organise des chantiers en France et envoie des volontaires français·e·s à l'international grâce à son réseau de partenaires. Membre du Cnajep, le fonctionnement collectif et horizontal de Solidarités Jeunesse facilite la continuité du parcours d'engagement des jeunes volontaires qui, pour les intéressé·e·s, se voient donner progressivement des responsabilités au sein de l'organisation.

1 Des ancien·ne·s volontaires devenant animateurs·rices de chantier et salarié·e·s

Les anciens et anciennes volontaires français·e·s de chantiers de Solidarités Jeunesse ont l'opportunité de prendre en charge l'animation de chantiers, d'autres rejoignent le secrétariat national du mouvement ou les équipes des délégations régionales. L'existence de ces ponts vers d'autres responsabilités favorise ainsi le pouvoir d'agir et le sentiment d'appartenance et d'engagement au mouvement au-delà de l'expérience de volontariat.

2 La participation aux commissions pour une prise de responsabilité progressive

Il existe quatre commissions au sein de Solidarités Jeunesse qui rassemblent des personnes engagées dans le mouvement, tout statut confondu (bénévoles, salarié·e·s, volontaires, élu·e·s). C'est par exemple le cas de la commission Formations qui permet à ses membres de décider et de gérer le programme de formations de l'association.

Les commissions se veulent ainsi des espaces intermédiaires de montée en compétences et de diversification des forces vives pour faciliter et pour préparer le passage des ancien·ne·s volontaires et des bénévoles intéressé·e·s au sein des instances décisionnaires composées de membres aux statuts différents, ce processus vise à être encore plus approfondi puisque l'on constate que ce sont encore des personnes salariées ou déjà élues par la gouvernance qui sont principalement investi·e·s.

3 La mise en place d'outils pour faciliter la prise de paroles et de décisions collectives

Pour les ancien·ne·s volontaires et les bénévoles des chantiers de Solidarités Jeunesse qui sont devenu·e·s animateurs·rices, puis membres d'une des commissions, ils·elles peuvent ensuite prétendre à la gouvernance du mouvement, composée d'élus·e·s et de salarié·e·s.

La gouvernance applique différents outils basés sur la sociocratie où la voix de toutes et tous est prise en compte dans l'élaboration des décisions, notamment :

- la décision par consentement, qui favorise la prise de décision à partir du moment où aucun membre n'y oppose d'objection essentielle, remplace le vote ;
- la nomination sans candidat, qui permet de décider en consentement qui prendra la responsabilité d'un rôle, d'un poste ou d'une fonction, remplace les traditionnelles élections.

Cette manière de prendre des décisions présente de nombreux avantages :

- les intérêts de tou·te·s les membres sont pris en considération, chacun·e acceptant de se soumettre aux intérêts de la communauté ;
- une solution n'est adoptée que si elle est acceptée par ceux et celles qui vont la mettre en œuvre ;
- tou·te·s les membres sont prêt·e·s à agir conformément aux décisions prises unanimement.



L'accompagnement des jeunes dans leur rôle d'administrateur-rices

Engagé-e-s et Déterminé-e-s (E&D) est un réseau national d'associations jeunes de solidarité internationale. Elle est composée d'associations déclarées de loi 1901, dirigées exclusivement par des jeunes en étude ou non qui ont choisi d'agir en réseau. Chaque année, de nouveaux-elles jeunes membres du réseau ont donc la possibilité de devenir administrateurs-rices du conseil d'administration d'E&D.

① L'organisation d'un week-end de formation en début de mandat

À chaque début d'année universitaire, un séminaire de deux jours rassemble le nouveau conseil d'administration. Cela permet aux jeunes d'avoir toutes les clés pour comprendre la vision globale d'E&D, leur nouveau rôle et leurs responsabilités, ainsi que le fonctionnement du secteur associatif de manière globale, le tout, rassemblé dans un guide d'accueil numérique. Pour ceux et celles pour qui il s'agit du premier mandat au sein d'E&D, ils-elles bénéficient également d'une formation d'une journée supplémentaire sur le projet associatif.

② L'importance de motiver les jeunes à participer aux CA

La participation des jeunes du réseau d'E&D est très souvent le fruit d'une forte communication en interne et de relances individuelles fréquentes auprès des associations membres du réseau. Même si les jeunes ont vaguement connaissance de la possibilité d'intégrer le CA, ils-elles disent ne pas forcément réaliser au départ ce que ce rôle peut leur apporter ni ce qu'ils-elles peuvent apporter à E&D. Certains CA sont également ouverts, donnant la possibilité aux jeunes intéressé-e-s d'y participer et de voir concrètement ce qu'il s'y passe.

③ L'adaptation de l'organisation des CA aux réalités des jeunes

Afin de pouvoir assurer la présence de l'ensemble des jeunes administrateurs-rices et ne pas se superposer à leurs temps d'études ou de travail, les CA sont en général organisés les samedis. Aussi, plusieurs d'entre eux-elles vivant hors de Paris, leurs billets de transport et leur hébergement leur sont intégralement remboursés et un CA par an est organisé en dehors de Paris sur deux jours.

④ La valorisation des espaces d'échanges informels et de la convivialité.

En dehors des temps de réunions formels avec des discussions et des prises de décisions, d'autres espaces plus informels sont également proposés : déjeuner partagé, rencontre autour d'un verre en fin de journée... Ces moments favorisent l'interconnaissance, permettent aux jeunes d'échanger sur leurs engagements respectifs et renforcent le sens du collectif. La possibilité de retrouver un côté « fun » dans cet espace est très souvent valorisé par les jeunes, ce qui permet de casser la vision rigide qu'ils-elles peuvent avoir des CA.

⑤ L'écoute et la bienveillance pour rassurer les jeunes dans leur nouveau rôle

Les jeunes interrogé-e-s se questionnent beaucoup sur la légitimité de leur parole. C'est encore plus vrai au fur et à mesure qu'ils-elles gagnent en responsabilité. L'écoute bienveillante, la valorisation des idées de chacun et la disponibilité pour revenir sur des éléments et termes qui n'ont pas forcément été compris favorisent l'assurance de chacun dans son rôle.

3. RECOMMANDATIONS POUR UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES JEUNESSES DANS LES PROJETS ET ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

L'analyse des besoins, des difficultés mais aussi des bonnes pratiques déjà existantes dans plusieurs des organisations interrogées permettent de proposer des premières pistes de réflexions et des recommandations :

1 Avoir une vision partagée des jeunes au sein de son organisation

- Identifier les résistances des organisations et leurs représentations liées aux jeunes ;
- Réfléchir à son projet d'organisation : pourquoi veut-on que les jeunes accèdent à la mise en place de nos projets, à plus de place et de responsabilités dans nos structures ? Veut-on leur donner une nouvelle place ou une place déjà existante ?
- Accepter d'être bousculé et ouvert à l'inexpérience : les jeunes sont encore trop vues comme une prise de risques plutôt qu'une ressource ;
- Sensibiliser ses collaborateurs et collaboratrices à davantage d'écoute et de participation des jeunes.

2 Rendre l'engagement attractif

- En co-construisant les missions d'engagement avec les jeunes qui correspondent à leurs intérêts, envies, disponibilités et qui favorisent leur autonomie ;
- En proposant des missions claires, qui ont du sens, avec des finalités définies ;
- En ne les cantonnant pas seulement à des thématiques qui les concernent mais en favorisant leur engagement et leur prise de parole sur tous les sujets ;
- Valoriser les projets réussis et permettre le droit à l'erreur.

3 Repenser la communication de son organisation

- Faire un travail sur la présentation de son organisation et de ses missions ;
- Solliciter directement les jeunes pour que ceux-ci aient connaissance de l'organisation et des opportunités d'engagements ;
- Changer certains éléments de langage comme « administrateurs·rices » ou « mandats » et les rendre plus concrets et attractifs de façon à illustrer les possibilités d'actions des jeunes dans ce cadre ;
- Réfléchir à de nouveaux outils et canaux de communication, en privilégiant par exemple les réseaux sociaux ou les événements associatifs créés par les jeunes, en favorisant les témoignages par les pairs.

4 Favoriser les échanges intergénérationnels

- Combattre les préjugés réciproques ;
- Réapproprié des valeurs et des intérêts communs pour une mobilisation collective ;
- Favoriser les espaces de transmission de valeurs et de compétences entre jeunes et plus âgé·e·s, en acceptant que celles-ci puissent être incarnées de manière différente ;
- Accepter que les jeunes s'engagent de manière différente ;
- Pour les organisations ayant mis en place des groupes/conseils/sections jeunes, assurer la création d'espaces d'échanges avec les « non-jeunes » pour s'assurer de la prise en compte de la voix de tous et toutes, au même niveau.

5 Permettre la participation des jeunes en s'adaptant à leurs réalités

- Innover avec des modalités d'animation plus fluides, plus dynamiques et plus participatives ;
- Proposer des formats qui s'adaptent à leurs contraintes : activités plutôt en soirée ou le week-end, autre que la réunion physique, permettre les rencontres et les prises de décisions à distance ;
- Repenser au fonctionnement de sa hiérarchie ;
- Favoriser les partenariats entre ONG et les autres acteurs et actrices des champs social, éducatif et de la solidarité pour permettre la participation d'une plus grande diversité de jeunes.

6 Mettre en place un accompagnement adéquat

- Se rendre accessible et permettre un suivi individualisé ;
- Co-construire avec les jeunes des formations qui répondent aux besoins des organisations et des jeunes engagé·e·s pour la mise en place de leurs actions et activités ;
- Penser à un système d'opportunités pour permettre la poursuite de l'engagement et la prise de responsabilités au sein de l'organisation ;
- Favoriser la transmission à travers un système de tutorat, de parrainage ou de tuilage ;
- Partir de projets, d'activités et/ou de groupes de jeunes déjà existants pour faciliter les premières démarches d'accompagnement au sein de son organisation ;
- Créer des outils permettant de suivre et évaluer la participation des jeunes.

Sigles et abréviations

AFD : Agence française de développement

JSI : (commission) Jeunesse et solidarité internationale de Coordination SUD

E&D : Engagé-e-s et Déterminé-e-s

REF : Réseau Euromed France

Forim : Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations

OSIM : organisations issues des migrations

MEAE : ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

DPA/OSC : division du Partenariat avec les organisations de la société civile de l'AFD

ECSI : éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

PCPA : programme concerté pluri-acteur

VSI : volontariat de solidarité internationale

EEDF : Les Éclaireuses Éclaireurs de France

MFR : Maison familiale rurale

RRMA : Réseaux régionaux multi-acteurs

UNML : Union nationale des missions locales

Bibliographie et ressources

Études et comptes-rendus

- APF, Croix Rouge Française, Familles rurales, Secours Populaire Français, *Les jeunes au cœur de la gouvernance associative, les 4 pistes de l'incroyable parlement intergénérationnel et inter associatif*, 2015.
- CESE, *Jeunes et responsables ! L'accès des jeunes aux responsabilités dans les organisations*, 2017.
- Cnajep, *La participation des jeunes dans les associations de jeunesse et d'éducation populaire*, 2014.
- Forim, *Jeunesse et migration : quelle insertion sociale et professionnelle ?*, 2014.

- Forim, *OSIM et environnement - Regards et engagements des jeunes issues de migrations*, 2015.
- France Bénévolat, *L'engagement citoyen et bénévole des jeunes : « Bilan de connaissances » et conditions de développement*, 2018.
- GRDR, *Entre renouvellement des instances de gouvernance et émergence de dynamiques organisationnelles autonomes : quelles modalités pour l'engagement associatif des jeunes, descendants d'immigrés d'origine subsaharienne ?*, 2016.
- France Volontaires, *Étude de capitalisation – Projet « Ambassadeurs de l'engagement citoyen à l'international » (2016-2018)*, 2018.
- Groupe initiatives, Sasia Julie, Patat Cécile, Cerisot Aurélie, « Jeunes acteurs et actrices du changement, Enjeux et pratiques », *Traverses* n°48, novembre 2019.
- Injep, *Engagement : quels leviers pour mobiliser les jeunes en retrait ?*, 2017.
- Injep, *Baromètre DJPEVA sur la jeunesse 2019*, 2019.
- Injep, *Les chiffres clés de la jeunesse 2019*, 2019.
- La Guilde, LED, *Panorama des petites associations françaises de solidarité internationale*, 2016.
- La Guilde, Solidarité Laïque, *Capitalisation d'expérience 12 : « Mobiliser la jeunesse »*, 2016.
- La Guilde, Réponses au questionnaire Participez au prix spécial - 10 ans de l'Agence des Micro-Projets, 2019.
- Le Mouvement associatif, *24 pratiques inspirantes pour faire vivre les dynamiques associatives*, 2019.
- Le Mouvement Associatif, La Fonda, *Gouvernance et engagements associatifs : enjeux et leviers pour agir*, 2015.

Article

- Le Mouvement associatif, « La gouvernance : se conformer ou inventer ? », *La Vie Associative* n°17, 2012.

Documents stratégiques pouvoirs publics

- Agence française de développement, *L'AFD partenaire des organisations de la société civile 2018-2023*, 2018.
- Agence française de développement, *Les jeunes, acteurs des objectifs du développement durable - L'enquête par questionnaire : revue semi-quantitative des projets financés par la DPA-OSC de 2013 à 2016*, 2018.
- Ministère des Affaires étrangères, *L'action extérieure de la France pour la jeunesse*, 2015.
- Hervé Berville, *Un monde commun, un avenir pour chacun - Rapport sur la modernisation de la politique partenariale de développement et de solidarité internationale*, 2018.



Rassembler et agir **pour la solidarité internationale**

Crédit photo couverture : ©Solidarité Laïque Tunisie

Création graphique : Benjamin Madelaine

Conception & rédactionnel : Anaïs Mesnil

Relecture : Bénédicte Bimoko

Mise en page : Perrine Grosjean

14, passage Dubail 75010 Paris

Tél. : +33 1 44 72 93 72

www.coordinationsud.org

septembre 2020